

Pierre-Claver Maganga Moussavou (PSD)

"Le vrai combat du PSD se nomme Provincialisation"

Propos recueillis par Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

l'union. Monsieur le président, votre parti s'apprête à participer aux élections couplées (législatives et locales). Les listes de candidatures publiées par le Centre gabonais des élections (CGE) ont suscité un volumineux contentieux auprès de la Cour constitutionnelle. Quel regard jetez-vous, de manière générale, sur l'organisation desdits scrutins ?

Pierre-Claver Maganga Moussavou : On ne peut pas dire que le CGE ait été le seul à l'origine de ce volumineux contentieux auquel ne s'attendait pas la Cour constitutionnelle. Le CGE a été utilisé par ceux qui voulaient faire obstacle à leurs adversaires politiques, et la faiblesse du CGE aura été d'y succomber.

D'aucuns considèrent que ces élections ont plusieurs enjeux, non seulement par rapport à la configuration de la prochaine Assemblée nationale, mais aussi pour la gestion des Conseils locaux. Comment appréciez-vous vos chances ?

- Si la population fait un bilan de la gestion du PSD dans les collectivités locales qu'elle nous a confiées à celle des autres partis, l'on pourrait dire sans forfanterie que nous n'avons pas besoin de nous inquiéter. L'achat de camions pour le secours aux femmes rurales, l'aide aux plus démunis, la construction de logements pour les personnes sans abri, le partage aux "tout-petits" de trousseaux scolaires et de jouets, l'achat d'engins pour le désenclavement de notre cité, la propreté de notre ville et

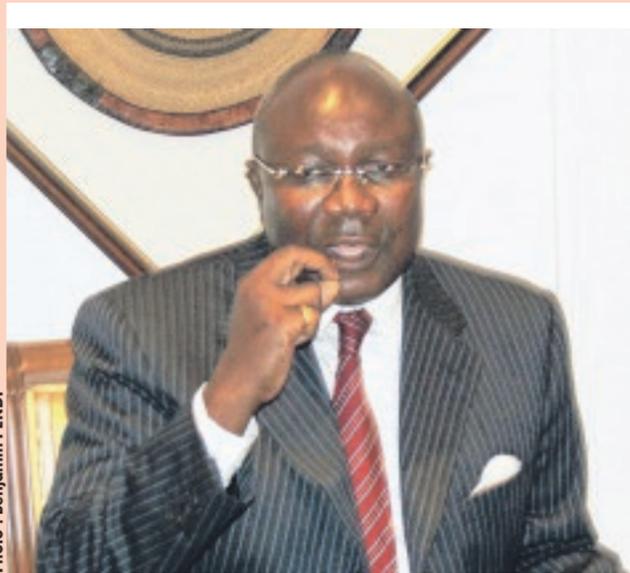


Photo : Benjamin PENDI

Le président du PSD, Pierre-Claver Maganga Moussavou.

surtout de nos cimetières, certains dons à la cité dont nous avons la charge pour le ramassage permanent des ordures, tout cela peut laisser espérer que le peuple reconnaissant peut nous faire confiance. Mais, il peut arriver que la nouveauté pour la nouveauté sans lendemain puisse prendre le pas sur les actes posés. Attendons de voir et faisons appel au discernement de nos électeurs.

Pour certains, les prochaines élections devraient apporter l'apaisement du climat sociopolitique dans notre pays. D'autres n'y croient pas. Par rapport à cela, quels messages avez-vous à livrer aux citoyens gabonais en général, et aux électeurs en particulier ?

- Ce que tous les Gabonais, même les plus réticents, doivent intégrer en eux est que dialoguer est le moyen par excellence d'apaiser le climat sociopolitique d'un

pays. L'organisation qui s'en suit des élections permet de conforter ce climat. Il ne vient d'ailleurs à l'idée de personne d'organiser une quelconque élection quand le pays est dans la tourmente. Les acteurs politiques ayant pris part au Dialogue peuvent donc se féliciter d'avoir créé un climat propice à la tenue des élections législatives et locales. Comme l'on pourrait également noter que même ceux qui, par manque de courage ou de peur d'être indexés par les populations, avaient fait le choix de tourner le dos à ce Dialogue se sont laissés persuader que les conclusions qui en sont sorties étaient acceptables et ont fini par exprimer leur adhésion par leur participation très re-

marquée à ces élections d'octobre 2018. Le peuple gabonais aura constaté que malgré les clivages sans conviction opposition-majorité, les acteurs politiques sont restés les mêmes et vont d'un bord politique à un autre selon les humeurs, voire les intérêts du moment ; ceux qui sont aux affaires sont regardés par ceux qui en sont sortis comme des profiteurs. Mais, nombre d'entre eux ne se sont jamais posés la question de savoir quelle orientation ont-ils pu ou su donner à la gestion de notre pays afin de transformer fondamentalement et positivement la vie de nos concitoyens. Le PSD, après le constat fait que notre pays est tourné en arc de cercle vers l'extérieur, sans se donner les conditions d'absorber les énormes richesses tirées de son sol et de son sous-sol, a préconisé la Provincialisation sous-tendue par la déconcentration et la décentralisation. La dé-

concentration consiste à donner des moyens humains et financiers aux gouverneurs et aux préfets qui ont pour rôle de prolonger l'action du président de la République et du gouvernement afin de mieux fixer les populations. La décentralisation de pouvoirs accompagnée de moyens adéquats fait appel à la participation de la population organisée en conseils municipaux et départementaux. La disparité entre conseils communaux venant du fait de la présence ou non des industriels et commerçants dans certaines communes. S'agissant des commerçants il en existe certes un peu partout mais, la plupart d'entre eux n'ont pas pour préoccupation le développement de la cité dans laquelle ils exercent leurs activités, et ne pensent qu'à transférer dans leur pays d'origine les gains tirés d'un exercice très souvent informel. Les députés du PSD proposeront des lois pour éviter la saignée de nos ressources. L'État ne donnant pas de vrais moyens aux structures déconcentrées et encore moins à celles décentralisées, nous assistons à un exode massif des populations vers Libreville, la capitale, avec son lot de précarité et d'insécurité. Nous devons à la vérité dire que la décision du chef de l'Etat de créer un Fonds pour le financement des départements participe à cette volonté de transfert des moyens financiers aux provinces, mais devrait suivre celui des moyens humains. Le vrai combat du PSD se nomme Provincialisation. Pour un développement juste et équitable sur l'ensemble de notre territoire national. Que ceux qui savent et comprennent que ce combat est au centre de notre développement accordent leur soutien bienveillant aux candidats du PSD. La voix de son président portera davantage en vue d'une répartition équitable du revenu national propice au développement de tout notre pays.

Jonathan Ndoutoume Ngome (Démocratie nouvelle)

"Le processus électoral en cours ne suscite pas encore trop d'inquiétudes à notre avis"

Propos recueillis par M.A.M
Libreville/Gabon

l'union. Monsieur le secrétaire national chargé de la communication, votre parti s'apprête à participer aux élections couplées (législatives et locales). Les listes de candidatures publiées par le Centre gabonais des élections (CGE) ont suscité un volumineux contentieux auprès de la Cour constitutionnelle. Quel regard jetez-vous, de manière générale, sur l'organisation desdits scrutins ?

Jonathan Ndoutoume Ngome : Il n'est pas décent de porter un jugement de valeur sur l'organisation à mi-parcours des élections. En effet, les opérations en amont incombant au ministère de l'Intérieur ont été réalisées sans trop de difficultés, notamment la confection et l'affichage des listes électorales. Leur remise au CGE a eu lieu aussi. Nous sommes dans la phase de la distribution des cartes d'électeurs. Nous observons pour le regretter l'attitude carrée sur les dates et les heures du dépôt des dossiers litigieux à la Cour constitutionnelle. Celle-ci devait tenir compte de la précipitation avec laquelle ces dossiers de candidature ont été montés ce qui justifie en partie les erreurs de forme et de fond qu'on a pu enregistrer. Mais grosso modo,



Photo : D.R

Jonathan Ndoutoume Ngome, secrétaire national à la communication, porte-parole de DN.

le processus électoral en cours ne suscite pas encore trop d'inquiétudes à notre avis.

D'aucuns considèrent que ces élections ont plusieurs enjeux, non seulement par rapport à la configuration de la prochaine Assemblée nationale, mais aussi pour la gestion des conseils locaux. Comment appréciez-vous vos chances ?

Effectivement ces élections ont plusieurs

enjeux. En dehors de la configuration de la prochaine Assemblée nationale dont dépendra en grande partie le nouveau gouvernement, et le contrôle des conseils départementaux et municipaux, l'autre grand enjeu selon DN, se trouve au niveau des nouveaux instruments chargés d'organiser ces élections. Ceux qui ont été mis en place lors du Dialogue politique d'Angondjé. Il s'agit entre autres, du Centre gabonais des élections (CGE) qui doit faire oublier aux Gabonais les souvenirs douloureux de la très sulfureuse Cénap. Il y a aussi la

Haute autorité de la Communication (HAC) qui suscite l'espoir d'une impartialité quant au traitement de l'information relative aux activités des partis politiques engagés dans cette campagne qui s'ouvre ce mardi. La Cour constitutionnelle, après avoir subi quelques réformes lors du Dialogue politique devrait chercher à changer l'image de la tour de Pise qui lui colle à la peau, même si cette Cour ne fait que lire la loi dont elle n'est pas le législateur. Le dernier enjeu de ces élections couplées de-

vrait à notre avis redessiner la carte politique du Gabon qui consacrera la disparition de certains acteurs, de certains partis et de certains bords politiques au moment où d'autres peuvent émerger. La relative accalmie sociopolitique actuelle après le Dialogue d'Angondjé ne semble pas un gage de stabilité jusqu'à la prochaine présidentielle de 2023, si certains acteurs politiques brillent par le non-respect des accords.

Pour certains, les prochaines élections devraient apporter l'apaisement du climat sociopolitique dans notre pays. D'autres n'y croient pas. Par rapport à cela, quel message avez-vous à livrer aux citoyens gabonais en général, et aux électeurs en particulier ?

Cette question a déjà trouvé partiellement sa réponse dans la précédente. Mais, le principal message de DN reste dans notre approche constante d'être un parti républicain, progressiste et respectueux des institutions. De ce point de vue, nous souhaitons que les différents candidats adoptent une attitude de sincérité vis-à-vis de nos compatriotes. Le Gabon n'est pas sous occupation pour dire qu'on veut libérer le Gabon. Une élection législative et une élection locale sont des scrutins qui appellent les Gabonais à élire tout simplement leurs représentants au Parlement et dans les collectivités locales. Il n'est donc pas besoin d'instaurer une psychologie de la peur auprès des Gabonais.